

# PATRIYOT

PATI KOMINIS POU LENDEPANDANS EK SOSYALIZM

P.K.L.S.

## BAYALE

C'est peu de dire que tout va mal dans notre Martinique colonisée. Pire, nous voilà installés dans « une logique du pourrissement » qui, si nous ne réagissons pas vigoureusement, gangrènera toute la société martiniquaise.

En effet, quel que soit 2<sup>e</sup> domaine, c'est le même constat d'échec, d'aggravation des situations, de déliquescence de la société, malgré les discours d'autosatisfaction de ceux qui se prétendent responsables.

(suite page 2)

## SEPTANM 1870

Sé listwa pèp nou

## ANANAS

Résistance des travailleurs et  
Hypocrisie béké

Lutte des travailleurs indépendants

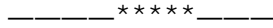
VIGILANCE !

## Salaire

Rémunération du travail fourni ?

NON

au plan Colombie !



.....

# TOURNONS LE DOS A CES POLITICIENS SCLEROSES

En effet quel que soit le domaine c'est le même constat d'échec, d'aggravation des situations, de déliquescence de la société malgré les discours d'autosatisfaction de ceux qui se prétendent responsables.

## Quelques exemples

La France et l'Europe nous inondent chaque année de tonnes de viande de porc élevé industriellement dans les conditions douteuses que l'on sait. Or, dans le même temps, les éleveurs martiniquais qui produisent une viande de bien meilleure qualité, ne parviennent pas à écouler dans les grandes surfaces une modeste production de 600 tonnes/an. Les voilà contraints de se mobiliser, de manifester pour imposer aux gros capitalistes des supermarchés l'achat en priorité de la production porcine martiniquaise.

Une logique autre que celle du pourrissement ne consisterait-elle pas à favoriser la production martiniquaise au lieu de la snober et de la marginaliser ?

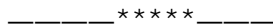
Le bon sens ne serait-ce pas d'œuvrer à parvenir à l'autosuffisance pour se passer progressivement de l'importation de viande de qualité douteuse pour le profit de la société martiniquaise, des éleveurs martiniquais, des consommateurs martiniquais ?

La gestion coloniale avec la bénédiction de la plupart de nos élus a affublé notre pays d'un abattoir « départemental » surdimensionné que chacun s'accorde aujourd'hui à reconnaître comme totalement inadapté à la réalité de notre pays.

Que font aujourd'hui nos « zélus » qui sont aujourd'hui à la tête de cet abattoir ? Posent-ils le problème de l'abattage en Martinique et de la nécessité de mettre en place de nouvelles structures plus fonctionnelles et mieux en rapport avec la réalité du terrain ? Prennent-ils en compte les revendications des éleveurs et en particulier des petits éleveurs ?

Pas du tout, il n'ont qu'un souci en tête. Celui de bien gérer l'outil qu'on leur a confié ; « équilibrer les comptes ».

Et pour bien « équilibrer les comptes » ils ne trouvent rien de mieux que de projeter l'importation de centaines de bovins de France. Gérer, bien gérer, faire marcher le système. Voilà les préoccupations essentielles de nos politiciens qui se gardent bien de poser les problèmes de fond.



Les producteurs de banane montent au créneau pour la énième fois afin de crier leur mécontentement face au problème d'écoulement de leur production sur le marché européen. Les difficultés sont telles que les plus petits producteurs se retrouvent contraints d'abandonner cette activité. A terme, c'est toute la production de cette culture d'exportation qui est menacée de disparition.

Que font nos « politiques » ? Ils cherchent à faire les banques

avancer de l'argent aux agriculteurs en difficulté autrement dit à reculer les échéances sans jamais poser de problème de fond qui est celui de l'économie coloniale et de la disparition inéluctable des cultures traditionnelles, d'exportation. Ils n'osent même pas imaginer ce que pourrait être une économie martiniquaise, une agriculture martiniquaise axée vers la recherche de l'autosuffisance alimentaire.

Quel que soit le domaine on les retrouve avec la même logique figée, le même discours éculé, la même pratique stérile, inconscient de leur impuissance, ils parodent vêtus de leur costume de colonisés jouant la comédie quand la tragédie que vit notre peuple est chaque jour plus douloureuse.

Ils parlent de fatalité, de « mondialisation » de l'économie, de l'impossibilité d'avancer d'autres solutions pour sortir de la crise ! Alors que ce sont eux qui sont sclérosés qui n'osent pas affronter les causes réelles de la situation catastrophique dans laquelle se trouve notre pays.

Il est vrai que cela reviendrait à mettre un terme à la domination coloniale française, à s'attaquer au pouvoir des gros capitalistes et des békés, à mobiliser notre peuple pour la construction d'une Martinique nouvelle. C'est trop, beaucoup trop leur demander. Alors ils se contentent de gérer les institutions françaises le Département, la Région, les communes, de faire fonctionner le système.

C'est à une voie toute différente qu'appelle le PKLS :

La voie de la résistance et de la lutte populaire pour la récupération et la reconstruction de notre Martinique par le peuple Martiniquais dans l'intérêt du plus grand nombre et de notre jeunesse en particulier.

---

---

# FWANSE DEWO !

---

---

La dernière grève de RFO a remis à l'ordre du jour une question qui est au cœur de la présence coloniale en Martinique, la prédominance des français dans notre société. A cette occasion, on a entendu et lu les pires inepties qui ne sont que les sempiternelles élucubrations de la propagande coloniale. Voilà qu'apparaît une inconnue section martiniquaise (?) de la ligue de droits de l'Homme qui réclame le respect des « Non antillais ».

Ainsi donc, nous serions dans cette affaire les racistes.

Le colonialisme n'est pas une vue de l'esprit. Nous défions tout martiniquais quel qu'il soit à se rendre dans une administration ou un service important dans le secteur privé et à ne pas rencontrer comme responsable un français.

Pire, depuis quelques années, mais avec une ampleur de plus en plus grande, à côté de cette traditionnelle présence d'encadrement, on trouve de plus en plus de français dans tous les secteurs, même aux postes les plus humbles.

Et ceci dans notre pays où 1/3 de la population active et les 2/3 des jeunes sont au chômage.

Cette présence française n'est pas un hasard. Elle est la simple conséquence de la colonisation française, du fait que dans notre pays, être français est un avantage et non un handicap. Car le français qui vient d'arriver, trouve plus facilement un emploi, un prêt, des subventions. Il a une plus grande facilité et capacité pour pénétrer dans ce petit monde fermé de ceux qui dirigent et qui décident dans notre pays ;

A cet égard, la société coloniale est fondamentalement raciste.

Ceci rappelé, on peut mesurer le

côté scandaleux de deux des arguments avancés par les tenants du colonialisme et aussi quelques martiniquais aliénés.

D'une part, il nous est dit que le racisme doit être combattu partout et qu'il ne faut pas distinguer celui dirigé contre les noirs ou les blancs. Ainsi, réclamer que les postes de direction ou de responsables en Martinique soient attribués prioritairement aux martiniquais serait du racisme anti-blanc. Mettre en cause la présence des français aux postes de direction de notre pays serait du même type que les actes racistes du Front National en France. Ce discours est scabreux et oublie de prendre en compte la question essentielle, celle du pouvoir. Qui dirige la Martinique sinon la France et donc les français ? Qui dirige la France sinon les français ?

Ainsi, combattre le colonialisme français en Martinique et donc sa conséquence à savoir la présence française dans notre pays ne peut être qualifiée de raciste car le premier agresseur n'est pas nous. En revanche, en France, attaquer les noirs ou les arabes, s'en servir de bouc émissaire, ne vise qu'à utiliser une propagande détournant les masses de leurs vraies revendications.

Le combat pour la libération nationale n'est pas raciste. Elle ne vise pas à détruire le blanc mais à libérer l'homme martiniquais. Fanon a largement écrit sur ce point pour ne pas être surpris de lire ou d'entendre un journaliste d'Antilla ou Marie José Alie, directrice de RFO, des inepties visant à présenter les revendications nationales comme racistes.

D'autre part, certains disent qu'il faut ne pas oublier les étrangers

venant de la Caraïbe, les haïtiens qui volent, les saint-luciens qui font du trafic de drogue etc... Nous dénonçons ce discours xénophobe qui en tout état de cause met sur le même pied deux situations différentes.

Les immigrés venant de la Caraïbe sont pour la plupart sinon la quasi totalité des hommes et des femmes venus travailler chez nous et non pas, comme la plupart des français, diriger notre pays. Ils ne contrôlent pas les banques, les administrations ou autres centres du pouvoir de décision. Ainsi s'en prendre à eux n'est que lâcheté et projection d'une aliénation évidente.

Il faut être clair. Le peuple martiniquais est le fruit de la colonisation avec sa majoritaire composante africaine mais aussi celles venant d'Europe, d'Inde, de Chine et du Moyen Orient. Ce mixage a créé notre peuple. Cette création n'est pas figée. Autrement dit, des européens, des caribéens, des noirs, des jaunes, des blancs peuvent s'y intégrer encore aujourd'hui et y apporter leur savoir et leur connaissance. Tous seront les bienvenus y compris dans le combat pour la reconnaissance de nos droits collectifs. Tous, dès que leur présence et leur action ne signifient pas négation de nous mêmes et volonté de nous diriger.

Etre martiniquais n'est pas une couleur mais le choix libre d'appartenir à notre communauté de vie et de destin.

Quand nous affirmons haut et fort « FWANSE DEWO ! » c'est à un système que nous nous prenons et à ceux qui en profitent. Alors Messieurs les colonialistes et autres aliénés, quand on parle de lutte anti-raciste, nous vous disons : « Pas Vous, Pas Ca » !

Ces derniers temps ont vu la mobilisation de ceux qui s'appellent les «travailleurs indépendants» et autres. Cette arrivée sur la scène sociale et politique de catégories professionnelles peu habituées à se battre mérite d'être analysée. Elle illustre le niveau important de la crise économique que connaît notre pays. Elle prouve aussi que cette crise ne touche pas seulement les chômeurs et les salariés mais des secteurs sociaux habituellement considérés comme des favorisés de la société coloniale.

Ce qui frappe c'est le caractère hétéroclite et disparate de cette coalition d'intérêts. On y trouve des entrepreneurs, des artisans, des pêcheurs, des médecins, des avocats etc...Il s'agit d'environ une soixantaine de professions. Ce sont des petites structures qui ne sont pas au même niveau de revenus, mais ce sont tous de petits patrons.

A coté de ces différences et points communs, au niveau organisationnel, il règne une confusion.. Chaque profession a déjà ou des ordres institutionnels ou des syndicats représentatifs. On trouve aussi des structures plus récentes comme par exemple une SOS SANTE regroupant médecins et infirmiers, utilisant un sigle connu en France pour être proche du Front National. La FAPEM née l'an dernier regroupe des petits commerçants qui luttent contre l'ouverture de nouveaux hyper ou supermarchés.

Au-delà de ces structures propres, il est apparu des structures d'unification. La première qui s'appelle Coordination va faire rapidement l'objet d'une scission avec la création d'un Collectif.

Quelles revendications unissent ces professions ?

Elles sont concentrées pour l'essentiel sur ce que l'on nomme les « charges ».

De quoi s'agit-il ?

Si on prend la situation des salariés, ils perçoivent chaque mois un salaire. Sur ce salaire net perçu, le travailleur devra ou non payer des impôts. Sur le salaire brut, l'employeur prélève des sommes qu'il doit verser à différents organismes (SS, ASSEDIC etc...) pour le compte du salarié. Cela s'appelle le salaire différé. En plus, sur le salaire brut, le patron doit aussi verser aux mêmes organismes des cotisations patronales.

Pour les « travailleurs indépendants », il n'y a pas de salaire mais un revenu. Sur ce revenu, ils doivent payer des cotisations pour leur assurance maladie, leur retraite et, après déduction des charges, leurs impôts.

Les revendications de ces professions portent sur trois aspects.

D'une part, ils contestent les conditions de calcul et de versement de leurs cotisations personnelles. En effet, les pourcentages de calcul de ces cotisations sont les mêmes qu'en France alors que la situation économique est différente. D'autre part, on les oblige souvent à cotiser auprès d'organismes qui existent en France et ne leur offrent pas d'avantages réels.

Ces revendications sont justes car elles posent en fait la totale inadéquation entre des lois et règlements conçus pour la France et imposés à la Martinique.

La deuxième revendication concerne les dettes de ces professions vis à vis des différents organismes sociaux et des impôts. Elles demandent l'annulation ou l'étalement. Partiellement cette revendication est fondée puisque

l'origine des dettes est pour beaucoup les conditions de calcul. Là où il existe un problème, c'est que pour beaucoup de ces professions, on a l'impression qu'elles considèrent ne devoir rien payer comme cotisation. Et ceci à la différence des salariés pour qui on prélève directement une partie de leur salaire. *Mais surtout, dans cette contestation de leurs dettes, ces professions incluent les sommes qu'elles devraient verser pour les travailleurs qu'elles emploient.*

Sur ce dernier point, il est inadmissible que les dettes de ces professions vis-à-vis de leurs travailleurs disparaissent.

La troisième revendication porte sur le coût du travail. Ces petits patrons, comme les gros, réclament que les charges patronales diminuent. Cette revendication patronale n'est pas nouvelle. Elle a déjà été largement appliquée et elle est prévue dans la loi d'orientation.

Or, il a été déjà vu et démontré que cette diminution des charges patronales ne crée pas d'emploi mais augmente les profits des patrons et a comme conséquence de mettre en danger les organismes sociaux qui sont chargés de collecter les cotisations. Ainsi, on parle sans arrêt du déficit de la sécurité Sociale, ceci justifiant la baisse de la prise en charge des médicaments et la remise en cause des retraites des travailleurs.

Il est évident qu'il est hors de question que nous soutenions une telle revendication.

En fait, ces petits patrons, même s'il est vrai qu'ils connaissent des difficultés, ne vont pas à la source du problème, à savoir que le modèle de développement économique actuel les étouffe et qu'ils auraient

---

---

# LE PLAN COLOMBIE : LES USA POUSSENT À LA GUERRE

---

---

Durant le siècle dernier comme au cours du 20<sup>e</sup>, les Etats Unis sont intervenus dans presque tous les pays du continent américain pour imposer leur volonté. Aujourd'hui devant la relative émancipation de cette tutelle séculaire de plus en plus marquée par les peuples et gouvernements, voir entre autres, le récent sommet des présidents de l'Amérique du Sud, les dirigeants des USA cherchent les moyens de maintenir leur mainmise dans la région, riche en ressources naturelles comme le pétrole et d'une importance stratégique.

Le danger communiste n'étant plus menaçant aux yeux de Washington, il s'agit de trouver une autre justification d'une présence militaire, financière, économique, de la CIA, celle-ci est toute trouvée avec la drogue, fléau que tout le monde dit vouloir chercher à enrayer.

Avec le Plan Colombie les Etats Unis compte pouvoir perpétuer leur présence en Amérique du sud et ce à l'image du Traité interaméricain d'assistance réciproque (TIAR), des méthodes de fonctionnement de l'OEA, du principe de l'Alliance pour le progrès, de l'école des

Amériques...

Clinton qui a joué les premiers rôles dans nombre de conflits dans le monde, a tenu aussi à marquer de son empreinte la reprise en mains par les USA du contrôle de toute la zone Colombie, Equateur, Pérou, Venezuela, Panama...

Le président colombien Pastrana avait entrepris des négociations avec les forces de résistance armées FARC-EP<sup>(1)</sup> et ELN<sup>(2)</sup> et fait adopté en Juillet 1999 par le parlement colombien un plan national de développement « changement pour construire la paix 1999 – 2002 » Clinton en Septembre 1999 en lui remettant mille soldats formés spécialement dans les écoles américaines de lutte antiguérilla impose un autre plan à Pastrana qui, sans consulter le congrès, va substituer le plan de Clinton d'un coût de 7 500 millions de dollars au plan adopté par le parlement.

Le plan « construire la paix » était basé sur une démarche de négociations en vue d'un accord national prenant en compte les causes sociales et politiques du conflit, le « plan Colombie » privilégie la poursuite de la guerre civile.

En réalité, ce que veulent Clinton

et les chefs militaires d'extrême droite c'est intensifier la lutte contre la guérilla ; celle-ci dans la dernière période n'a cessé de renforcer ses positions et infliger des défaites aux unités de l'armée colombienne.

Le plan Colombie doit être dénoncé et condamné par les forces progressistes et démocratiques car il constitue une ingérence des USA dans les affaires intérieures des pays de la région et a pour conséquence de perpétuer la guerre voire de l'amplifier avec des conséquences imprévisibles y compris dans d'autres pays. Il est aussi le biais par lequel les USA apportent un soutien important à l'armée colombienne dirigée par l'extrême droite, étroitement liée aux paramilitaires fortement impliqués dans la drogue. Les USA savent bien que les gros laboratoires de drogue découverts, les ports d'expédition et de blanchiment se trouvent dans les zones contrôlées par les paramilitaires.

Les peuples doivent soutenir l'initiative de négociation entre le gouvernement et les forces révolutionnaires regroupées au sein de la CGSB<sup>(3)</sup> pour une paix juste et durable.

---

(1) FARC-EP : Forces Armées Révolutionnaires de Colombie – Armée du Peuple

Née en 1964, structurée en 1966 au niveau de l'ensemble du pays après le regroupement de plusieurs formations de guérilleros de diverses régions qui s'étaient organisés dès 1964 pour faire face à l'application du plan LASSO (Latin American Security Operation) mis en place par le gouvernement colombien et celui des USA pour anéantir la résistance armée des paysans dont la principale revendication était la réforme agraire. Compte environ 15 000 combattants armés.

(2) ELN : Armée de Libération Nationale

Créée en 1964 elle s'inspire de la révolution cubaine des idées du CHE. Compte environ 5 000 combattants armés.

(3) CGSB : Coordination Guerillera Simon Bolivar

Structure regroupant les FARC-EP, l'ELN et une fraction de l'EPL (Armée Populaire de Libération)

---

---

## TRAVAILLEURS INDEPENDANTS (suite)

intérêt à se battre pour un projet nouveau pour un développement martiniquais durable.

Mais de cela, ils ne parlent pas car cela implique nécessairement un pouvoir martiniquais. Or ces petits patrons ayant peur de tout changement profond dans la société martiniquaise ne se prononcent pas sur cette question.

Ainsi, notre Parti estime que ce mouvement de petits patrons, même s'il illustre la crise de la société coloniale, ne peut être soutenu sans un œil critique car il est porteur de revendications dangereuses et ne pose pas la question de fond, les conditions indispensables pour l'apparition d'une économie réellement martiniquaise.

---

# LA DISPARITION PROGRESSIVE DE L'ANANAS OU LES MEFAITS DE L'ECONOMIE COLONIALE

---

Pendant tout le conflit de l'ananas qui a opposé les travailleurs saisonniers en lutte pour la sauvegarde de leur emploi et les propriétaires de l'usine SOCOMOR, nous n'avons cessé de poser les causes réelles de la situation dans ce secteur.

Aujourd'hui, les petits planteurs manifestent leur inquiétude et commencent à comprendre que c'est toute la filière qui est menacée de disparition.

Cette menace de disparition ne résulte en rien de la grève des ouvriers de l'usine, mais bel et bien de l'inexistence d'un marché protégé pour les productions agricoles des colonies françaises et de la disparition progressive des aides européennes. Pendant des années on leur a fait croire que notre « appartenance » à l'Europe garantirait l'écoulement de leur production et le versement d'aides substantielles.

## LES BEKES SE SONT GRASSEMENT SUCRES SUR LE DOS DE LA COLLECTIVITE

Aujourd'hui, les petits planteurs d'ananas (20% de la production) sont pratiquement en état de faillite. Plus de 200 travailleurs se retrouvent aujourd'hui au chômage. L'usine SOCOMOR est en sursis. De sérieuses menaces pèsent sur l'emploi des ouvriers encore en fonction. Le bilan n'est pas négatif pour tout le monde.

Les petits trinquent, les békés véritables maîtres de l'usine se sont grassement enrichis sur notre dos. Pendant des années, ils ont empoché des milliards d'argent public par l'intermédiaire du FEOGA (fonds Européen). Avec une coupable légèreté, la Région Martinique leur a attribué un milliard de centimes pour, paraît-il, restructurer l'usine. Après avoir empoché cette manne, ils se sont dépêchés de licencier plus de 200 travailleurs, s'arrangeant en plus pour faire payer les frais de licenciement par la collectivité, c'est à dire avec notre argent.

Tout ceci se passe en toute impunité dans un pays dit démocratique.

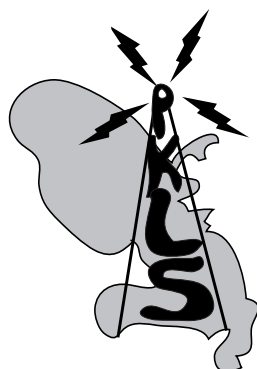
## LE MYTHE DU GRAND MARCHE EUROPEEN S'EFFONDRE

Cette crise de l'ananas menacé aujourd'hui de disparition pure et simple, montre bien qu'une fois de plus, l'ouverture du grand marché européen aux

productions agricoles des colonies de la France n'est qu'un mythe qui s'effondre chaque jour un peu plus. L'Europe qui était sensée garantir l'écoulement de l'ananas martiniquais présenté comme une « culture de diversification » n'en a rien à faire.

Cette Europe capitaliste, cette Europe de marchands applique les règles du marché en s'approvisionnant auprès des plus offrants en l'occurrence, les pays du Sud-Est et Asiatique. Cette Europe peut nous inonder de ses produits, de ses automobiles sans que nous ayons la possibilité de lui imposer d'acheter notre production. *C'est cela la domination coloniale.*

Face à une telle situation, la classe politique martiniquaise n'a qu'une solution : quémander des subventions dont la grande partie va directement dans la poche de békés. Pratique dangereuse et irresponsable de cette classe politique qui ne cesse d'enfoncer notre pays dans l'abîme.



*Kouté pou tann,  
Tann pou konpwann !*

Asou RFA 93.6 èk 105.9  
PKLS ka bay lavwa

Tou lé jédi  
8 tè - 10 zè oswè

---

---

# LE SALAIRE

---

---

## Est-il la rémunération du travail fourni ?

---

---

Le salaire sous la forme que nous connaissons est apparu avec le capitalisme c'est à dire quand le prolétaire a été amené à vendre sa force de travail pour le propriétaire des moyens de production afin de gagner de quoi vivre.

Sous l'esclavage il n'y avait pas de salaire puisque l'esclave appartenait au maître qui était propriétaire des moyens de production et que le travail de l'esclave était gratuit, le maître se contentant de lui donner à manger et de le loger comme il faisait avec ses animaux, ou comme il graissait ses machines.

Avec le capitalisme les choses ont changé dans leur nature, le patron est amené à chercher des gens pour travailler pour lui et il est prêt à payer en fonction de ses besoins, et en fonction de la quantité de main d'œuvre disponible sur le marché, par exemple selon le niveau de chômage un salarié ne sera pas payé le même prix pour un même travail. En conséquence la force de travail est devenue une marchandise dont la valeur sur le marché varie ; et le salaire est le prix payé pour cette force de travail dans des

conditions données et non pour le travail fourni.

Quelle que soit la forme du salaire, à savoir les deux plus courantes, - au temps (heure, journée, mois) - ou à la pièce, à la tâche qui parfois sont appliquées simultanément, le salaire n'est jamais la rémunération complète correspondant à la quantité de travail fourni. La fixation du salaire est le moyen par lequel le patron fixe son niveau d'exploitation puisque plus le salaire sera bas plus il pourra faire des bénéfices.

Le salaire est versé soit en nature soit en argent soit des deux manières à la fois ; c'est beaucoup ce qui se faisait sur les habitations auparavant où l'ouvrier était obligé de consommer des produits « fournis » ou « vendus » par le béké.

Aujourd'hui c'est largement le versement en argent qui domine.

Quand on parle de salaire il faut distinguer ce qui s'appelle le salaire nominal qui est la quantité d'argent que reçoit le salarié en mains ou sur son compte en banque et le salaire réel qui correspond à la quantité des biens qu'il peut acquérir avec la somme dont il dispose, il faut prendre en compte aussi les impôts et autres charges payés par le salarié dont les augmentations constituent une baisse du salaire réel.

Il est évident que dans notre

société quand il y a discussion sur les salaires, les patrons considèrent que le salaire est un coût important pour eux, comprenant la somme versée directement au salarié plus les différentes charges sociales, alors que les salariés tiennent compte du revenu qu'ils perçoivent après déduction des retenues et charges que supporte le salarié.

Si auparavant le salaire était débattu entre le patron et le salarié, aujourd'hui avec l'action des syndicats celui-ci est déterminé dans des accords collectifs comme les conventions collectives qui sont souvent le résultat de luttes difficiles menées par les travailleurs et aussi parfois en fonction de règles et de niveau fixés par l'Etat sous la pression des travailleurs par exemple avec le salaire minimum (SMIC).

Les salaires des travailleurs ne sont jamais garantis, c'est une lutte permanente qu'il faut mener pour empêcher aux patrons de diminuer les niveaux et pour obtenir des augmentations pour l'amélioration des conditions de vie des salariés et de leur famille. Les patrons usent de tous les subterfuges pour essayer de réduire ou de contenir au mieux les salaires. Ils utilisent divers moyens par exemple pour faire que l'Etat prenne en charge une partie du salaire.

Le salaire n'est jamais la traduction en argent du travail fourni mais le prix payé pour la force de travail.

---

« Politiser les masses, c'est s'acharner avec rage à faire comprendre aux masses que tout dépend d'elles .»

FANON in Les damnés de la terre

PATRIYOT

Directeur de la publication : J. P. ETILE

Dépôt légal : octobre 2000

P.K.L.S. - BP 1036

Fort-de-France CEDEX

Imprimerie FLAP

Septembre 1870 fait partie de ces pages héroïques écrites par nos ancêtres et que nous ne trouverons pas dans les manuels scolaires. Il s'agit à travers cet article de donner de donner quelques éléments historiques.

Il y a 130 ans, une importante révolte embrasa le sud du pays : des milliers d'ouvriers et de paysans se soulevèrent le coutelas et la torche à la main contre le régime qui les opprimaient.

22 ans après la Révolution antiesclavagiste de 1848, c'est toujours le Second Empire en France. Les anciens maîtres, le békés sont confortés dans leur domination malgré l'apparition d'une paysannerie composée pour l'essentiel de petits planteurs vivriers. Il sont nombreux dans le Sud. Au lendemain de l'abolition, face au refus des anciens esclaves de se laisser exploiter, le travail obligatoire est instauré par le décret du 13 février 1852. En 1855, le gouverneur De Gueydon aggrave les conditions de travail par un nouvel arrêté.

Le travail est obligatoire à partir de 12 ans. Tout individu doit tenir un livret où sont consignés, entre autres, les conventions de travail, la régularité du travail... Ceux qui n'ont pas d'employeurs doivent s'inscrire au bureau de police. A partir de 16 ans, tout individu doit payer un impôt personnel équivalent au salaire de 5 jours. Il doit avoir un passeport comportant un visa (payant) signifiant que l'impôt est payé.

Les békés avec l'appui de la l'empire français mettent en place un régime de servitudes avec son appareil répressif : amendes, prison, atelier de discipline... Les femmes aussi subissent ce régime.

A côté de ces mesures coercitives,

le système organise l'immigration. De 1857 à 1861, 9000 africains (appelés Congos) sont introduits suivis ensuite par les immigrants de l'Inde. Les immigrants sont liés par un contrat de travail en principe renouvelables. En fait, ils viennent gonfler la masse des exploités dans les habitations. On estime qu'entre 1853 et 1870, la Martinique a reçu 30 000 immigrants (La population de la Martinique est d'environ 150 000 h). En 17 ans, 1 tiers des immigrants meurent !

Toutes les libertés publiques sont supprimées. Cette politique permet de diminuer considérablement les salaires. C'était l'objectif. Inexorablement la misère grandit alors que les békés et l'Etat français s'enrichissent. Les premières usines modernes voient le jour. Le gouverneur Lapalin écrit « La Martinique est une poule aux œufs d'or que la Métropole a tout intérêt à ménager ». Le pays est contrôlé par un régime dictatorial et raciste : 10% de la population, les blancs maintiennent les noirs dans un quasi esclavagisme C'est dans ce contexte qu'éclate l'affaire Lubin.

En février 1870, Léopold Lubin, jeune agriculteur, noir est sauvagement par blanc Augier de Maintenon, au Marin. Lubin ne leur aurait pas cédé le passage. Ce dernier devant le refus de la justice coloniale de punir les coupables, décide de rendre justice lui-même. Il corrige de sa cravache Augier de Maintenon. Arrêté, il est condamné à 5 ans de bagne et à une lourde amende par un jury de blancs : justice de classe et de race.

Immédiatement après la condamnation, le soulèvement se prépare à Rivière-Pilote.

Dès le 2 septembre, des incidents sont signalés. Parmi les organisa-



teurs on trouve *Louis Telgard, Eugène Lacaille, Auguste Villard et Daniel Bolivard, Rosalie Soleil, Madeleine Klem, Sophie Lumina (Surprise)*. Ils veulent infliger un châtiment aux blancs racistes, confisquer les grandes propriétés, instaurer une République Martiniquaise... Le 22 septembre, Telgard et Lacaille sont au bourg avec plusieurs centaines de personnes scandant « Mort aux blancs, mort à Codé ». Codé est un grand propriétaire blanc, un de ceux qui a fait condamner lourdement Lubin.

Dans la soirée, ils se rendent sur l'habitation Codé. Elle est incendiée. C'est le début de l'insurrection. Dès le lendemain, elle se propage à tout le Sud. Ouvriers agricoles, ouvriers des bourgs, immigrants participent massivement à la révolte.

Les habitations flambent. Codé sera tué le 24. Pendant ce temps les blancs s'organisent. On fait appel aux troupes (1500 hommes), aux volontaires pour mater la révolte. La répression est terrible. Des dizaines de travailleurs sont massacrés. Il y a plus de 500 arrestations. Un climat de terreur s'installe à la mesure de la peur qu'on eue les blancs. Une parodie de justice condamna lourdement les insurgés. Les principaux chefs furent exécutés, sauf Telgard qui réussit à fuir à Ste Lucie. D'autres furent condamnés aux travaux forcés à perpétuité, à la déportation...

Yo pa tonbé pou ayen !

Lit la ka kontiniyé !

Lonè èk rèspé ba yo !